

1. *Prend acte* du rapport du Groupe de travail et du fait que celui-ci, bien qu'il ait fait œuvre utile, n'a pas eu le temps de mener à bien sa tâche;

2. *Décide* de créer à sa trente-neuvième session un Groupe de travail, à composition non limitée, chargé de mener à bien l'élaboration du projet de déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel elles vivent;

3. *Exprime l'espoir* qu'un projet de déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel elles vivent sera adopté par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session.

100<sup>e</sup> séance plénière  
16 décembre 1983

### 38/88. Assistance aux réfugiés en Somalie<sup>81</sup>

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 35/180 du 15 décembre 1980, 36/153 du 16 décembre 1981 et 37/174 du 17 décembre 1982, relatives à la question de l'assistance aux réfugiés en Somalie,

*Rappelant également* les résolutions 1981/31 et 1982/4 du Conseil économique et social, en date des 6 mai 1981 et 27 avril 1982,

*Ayant examiné* le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés relatif à la situation des réfugiés en Somalie<sup>82</sup>, en particulier le paragraphe 6 de ce rapport,

*Profondément préoccupée* de ce que le problème des réfugiés en Somalie n'a pas encore été résolu,

*Reconnaissant*, d'après les recommandations figurant dans le rapport du Haut Commissaire, qu'il demeure urgent d'accroître l'assistance dans le domaine de l'alimentation, de l'eau et des médicaments, de renforcer les services de santé et d'enseignement dans les camps de réfugiés et de prévoir davantage de projets d'auto-assistance, de petites exploitations agricoles et de cultures fruitières, nécessaires pour encourager les réfugiés à devenir autonomes,

*Notant* la décision du Gouvernement somali de faciliter un programme d'installation sur place des réfugiés,

*Consciente* du fardeau économique et social qu'impose au Gouvernement et au peuple somalis la présence continue de réfugiés et de ses conséquences pour le développement national et l'infrastructure du pays,

1. *Prend acte* du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

2. *Sait gré* au Haut Commissaire des efforts soutenus qu'il déploie en vue de mobiliser une assistance internationale en faveur des réfugiés en Somalie;

3. *Prend acte avec satisfaction* de l'assistance fournie aux réfugiés en Somalie par divers Etats Membres, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées;

4. *Lance un appel* aux Etats Membres, aux organisations internationales et aux institutions bénévoles pour qu'ils accordent le maximum d'assistance matérielle, financière et technique au Gouvernement somali pour l'aider à fournir toute l'assistance nécessaire aux réfugiés;

5. *Note avec satisfaction* que la mission technique interorganisations des Nations Unies a séjourné en Somalie du 19 octobre au 9 novembre 1983 pour étudier avec le Gouvernement un programme général d'installation des réfugiés souhaitant s'établir dans le pays;

6. *Note* que, lors de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, qui doit se tenir à Genève en juillet 1984, le Gouvernement somali indiquera l'aide matérielle et financière supplémentaire dont il aura besoin pour aider les réfugiés en Somalie;

7. *Prie* le Haut Commissaire de procéder à une nouvelle étude détaillée des besoins d'ensemble des réfugiés, en tenant compte des questions liées à leur réadaptation et à leur réinstallation;

8. *Prie également* le Haut Commissaire, agissant en consultation avec le Secrétaire général, de tenir le Conseil économique et social, lors de sa seconde session ordinaire de 1984, au courant de l'étude envisagée sur la situation des réfugiés en Somalie;

9. *Prie en outre* le Haut Commissaire, agissant en consultation avec le Secrétaire général, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport sur la suite donnée à la présente résolution.

100<sup>e</sup> séance plénière  
16 décembre 1983

### 38/89. Aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti<sup>83</sup>

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 35/182 du 15 décembre 1980, 36/156 du 16 décembre 1981 et 37/176 du 17 décembre 1982, relatives à l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti,

*Ayant entendu* la déclaration faite par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés le 14 novembre 1983<sup>84</sup>,

*Ayant examiné avec satisfaction* les rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti<sup>85</sup>,

*Appréciant* les efforts résolus que déploie le Gouvernement djiboutien pour faire face aux besoins pressants des réfugiés malgré la modicité de ses ressources économiques,

*Consciente* de la charge sociale et économique qui pèse sur le Gouvernement et le peuple djiboutiens du fait de la présence de réfugiés et de ses conséquences sur le développement et l'infrastructure du pays,

*Profondément préoccupée* par la situation pénible dans laquelle continuent de se trouver les réfugiés et les personnes déplacées dans le pays, qui a été aggravée par les effets dévastateurs de la sécheresse prolongée,

<sup>83</sup> Voir également sect. V, résolutions 38/213 et 38/216.

<sup>84</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Troisième Commission, 42<sup>e</sup> séance*, par. 28 à 37.

<sup>85</sup> *Ibid.*, trente-huitième session, *Supplément n° 12* (A/38/12 et Corr.1) et *Supplément n° 12.4* (A/38/12/Add.1), et A/38/399 et Corr.1.

<sup>81</sup> Voir également sect. V, résolution 38/216.

<sup>82</sup> A/38/400 et Corr.1.